

# La Sociale

Feuille mensuelle du Groupe de la  
Métropole lilloise de la Fédération Anarchiste

Mai 2003

## MOBILISATION GÉNÉRALE !



**A** lors que les plans sociaux, les suppressions de postes ou les licenciements secs se multiplient. Alors que le capitalisme ne trouve de débouchés à sa crise que dans la guerre. Alors que la démocratie s'écroule sous le poids de la terreur policière et du racisme d'État. Alors que le gouvernement C.R.S. (Chirac - Raffarin - Sarkozy) annonce enfin clairement la couleur de son plan de démantèlement des retraites par répartition et de la sécurité sociale... Après plusieurs années d'une apathie sociale qui eut pour conséquence la victoire de Le Pen aux présidentielles, l'heure est venue, toutes et tous ensemble, d'organiser la riposte, à la base, par l'égalité et la démocratie directe.

### 1er mai 2002 - 1er mai 2003 bilan d'une catastrophe

Avoir voté contre Le Pen et voir son programme appliqué à la lettre. L'ironie est

sévère pour ces millions d'électeurs de gauche qui avaient avalé avec dégoût la pilule Chirac, il y a un an. Ils avaient voté contre le fascisme et se retrouvent avec une campagne nationale de discrimination des roms, des sans papiers et des jeunes d'origines maghrébines, organisée par le ministère de l'Intérieur. Lois liberticides, rafles policières, descentes de flics aux petits matins blêmes, tabassages, insultes, charters, assassinats de sans papiers... Rien n'a manqué à la panoplie du régime fascisant. Il faut dire que la France n'est pas le seul pays où le durcissement sécuritaire a été la réponse de l'État à la montée des inégalités sociales. Reconnaissons tout de même à Sarkozy un talent certain dans le manie- ment d'une langue de bois humanitaire enveloppant une matraque en plomb. Il faut dénoncer également la complicité d'une gauche plurielle — ou ce qu'il en reste — dans la montée des (Suite p.2)

### EDITO

Le samedi 1er mai 1886, à Chicago : cette date est fixée par les syndicats américains et le journal anarchiste *The Alarm* afin d'organiser un mouvement revendicatif pour la journée de 8 heures. La grève, suivie par 340 000 salariés, paralyse près de 12 000 usines à travers les USA. Le mouvement se poursuit les jours suivants ; le 3 mai, à Chicago, un meeting se tient près des usines Mc Cormick. Des affrontements ont lieu avec les « jaunes » et la police tire sur la foule, provoquant la mort de plusieurs ouvriers. Le 4 mai, tout Chicago est en grève et un grand rassemblement est prévu à Haymarket dans la soirée. Alors que celui-ci se termine, la police charge les derniers manifestants. C'est à ce moment là qu'une bombe est jetée sur les policiers, qui ripostent en tirant. Le bilan se solde par une douzaine de morts, dont 7 policiers. Cela déclenche l'hystérie de la presse bourgeoise et la proclamation de la loi martiale. La police arrête 8 responsables syndicaux, anarchistes, dont 2 seulement étaient présents au moment de l'explosion. Mais qu'importe leur innocence ; un procès, commencé le 21 juin 1886, en condamne 5 à mort. Ils seront pendus le 11 novembre, sauf Lingg qui se suicidera la veille, dans sa cellule. Trois ans plus tard, en 1889, le congrès de l'Internationale Socialiste réuni à Paris décidera de consacrer chaque année la date du 1er mai : journée de lutte à travers le monde. Le « 1er mai » sera d'abord récupéré par la révolution bolchevique, puis par les nazis, et enfin par le régime de Vichy qui le transformera en « Fête du travail », sans jamais réussir totalement à lui enlever son origine libertaire.

Tiré de L'Ephéméride anarchiste  
<http://perso.club-internet.fr/ytak/>

le monde  
**libertaire**  
Chaque jeudi en kiosque.

Retrouvez-nous sur <http://lille.cybertaria.org>

# MOBILISATION GENERALE !

**EN BREF** 

(Suite de la Une) politiques sécuritaires et racistes. Avez-vous entendu un socialiste dénoncer les charters ?

## **Sport national : se vautrer dans le lit de Le Pen !**

Un an après les mêmes causes ne manqueront pas d'avoir les mêmes effets. Il semble que médias et politiciens n'aient toujours rien compris à ce qui leur était tombé dessus à l'époque. À force de répandre les mensonges sécuritaires et la peur, à coup de « 11 septembre », de « choc de civilisation », de « quartiers difficiles », de « zones de non-droit »... À force de concessions toujours plus grandes devant les offensives patronales et les diktats libéraux, de casse de la protection sociale, de précarité, d'humiliation des salarié-e-s et chômeur-ses... Pensez-vous qu'aujourd'hui le fascisme soit moins loin du pouvoir qu'il y a un an ? Il semble bien que ses idées y soient déjà !

À Calais, des gens sont indignés par les rafles continuelles de réfugiés depuis la fermeture du camp de Sangatte. Certains d'entre eux tentent de soutenir ces personnes. L'un d'entre eux vient d'être inculpé d'aide au séjour irrégulier. Merci Chevènement d'avoir inscrit le délit de solidarité dans ta loi ! C'est ce que doivent se dire les centaines de milliers de personnes qui avaient pétitionné en 1997 contre les lois Debré en appelant à la désobéissance civile.

Et ce n'est qu'un exemple. Tout est maintenant en place pour mater les mouvements sociaux que provoque l'arrogance des détenteurs du pouvoir.

## **Précarité, inégalités, mépris... En finir avec l'exploitation capitaliste et l'asservissement étatique !**

Le patronat a annoncé clairement la couleur. Il dit du gouvernement qu'il doit « agir fortissimo dans les domaines économique et social comme il le fait dans le domaine de la sécurité ». Concernant la protection sociale, cela signifie qu'il doit « éviter l'augmentation des cotisations », « favoriser la liberté de choix », « [alléger] les charges du secteur privé en réformant les régimes de retraites publics » et « [favoriser] la préparation à la retraite et le financement de l'économie nationale en créant

des fonds de pension facultatifs ». Ce qui est exactement le programme du gouvernement quand il programme la baisse générale des pensions du régime par répartition en tentant d'imposer l'augmentation de la durée de cotisation à 42 ans, dans le public comme dans le privé. Programme où seuls les riches bénéficieront de retraites confortables, quand les autres vivront sur leurs vieux jours ce qu'ils auront connu toute leur vie : la misère et la précarité.

Car ce qui menace les retraites, ce ne sont pas les retraités de plus en plus nombreux, comme on veut nous le faire croire. Ce qui les menace, c'est la rapacité des détenteurs du capital, qui payent de moins en moins les pensions (allègements de charge) et veulent mettre la main sur ce magot pour en faire des fonds de pensions à jouer en bourse.

Face à cette nouvelle offensive, qui ne manquera pas de faire gagner quelques voix à Le Pen aux prochaines élections (ces étrangers qui nous bouffent nos retraites !), nous n'avons plus guère de choix. Des journées de mobilisation, même intercatégorielles seront insuffisantes. C'est un bras de fer que nous imposent l'État et le patronat. Il nous faut donc recourir à la seule arme efficace à notre disposition : la grève générale reconductible jusqu'à ce qu'il cède.

Cette mobilisation ne pourra se faire qu'à la base, syndiqué-e-s comme non-syndiqué-e-s, sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, dans les universités. C'est ce qui a fait la force du mouvement de 95 contre Juppé. C'est ce qui fera la force de celui de 2003 contre Raffarin !



★ **Sarkozy soigne la jeunesse.** Le Ministre de l'Intérieur et de l'Ordre Moral lance une nouvelle croisade contre les fumeurs de joints. Au programme : confiscation de scooter, recul de l'âge du permis, travaux d'intérêt général, car « il n'y a pas des drogues douces et des drogues dures, il n'y a que des drogues interdites ». Par exemple, le tabac, l'alcool, TFI, le programme du FN...

★ **Flou artistique.** François Fillon a fait une première annonce quant au **Revenu Minimum d'Activité**, nouvelle usine à gaz destinée à pousser les salauds d'érémistes à cesser de fignasser : un petit boulot de merde de 20h hebdo payé au smic horaire net... Un projet qui ressemble furieusement aux C.E.S et autres « contrats aidés » en voie de disparition et qu'il faudra bien remplacer dans la fonction publique et l'associatif para-étatique. On ignore encore si ce RMA sera obligatoire, s'il conditionnera l'obtention (ou la suppression) du RMI pour les récalcitrants... Affaire à suivre.

★ **Attaque contre l'IVG.** Au détour de la loi sur « l'insécurité routière », les députés ont adopté un amendement sanctionnant le responsable de la mort d'un fœtus, lors d'un accident de la route. Ce texte tend à donner au fœtus le statut juridique de personne, ce qui, logiquement, devrait faire de l'avortement, un assassinat. C'est en tout cas l'objectif poursuivi depuis de nombreuses années par les divers mouvements anti-avortement, première dame de France en tête. Face à la pression des organisations féministes, la commission des lois du Sénat vient de supprimer cet amendement. Rien n'indiquait qu'il ne ressurgirait pas cependant dans les débats au Sénat.

# ÇA PLANE POUR SARKOZY !

★ **Travail, Famille, Patrie.** Après la réforme sur les retraites qui doit nous faire bosser jusqu'à ce que mort s'ensuive, après l'invention de l'outrage à l'hymne national, voici venir la politique nataliste : le gouvernement débloque 10 milliards pour redresser le taux de natalité et envisage d'offrir 800 euros à toute femme dès son premier enfant.

Reste à voir l'effet qu'une telle mesure aura sur l'emploi des femmes, dont on sait précisément qu'elles ont plus de difficultés que les hommes à pénétrer sur le marché du travail, à l'âge où naît le premier enfant. Les patrons risquent de refuser d'embaucher des femmes dont il craignent le départ en congé parental quelques mois plus tard.

★ **Attaques contre le droit d'asile.** Voici quelques éléments du projet de réforme du droit d'asile, fondé sur la hausse du nombre de demandeurs et le coût de leur prise en charge par l'Etat : remplacement de l'asile territorial (pourtant accordé au compte-goutte) par une protection subsidiaire d'un an retirable à tout moment ; refus systématique des personnes ayant bénéficié « d'asile interne » (protection dans une partie du pays d'origine) ou venant de « pays sûrs » (catégorie de pays jugés stables et respectueux des droits de l'homme, bientôt définis par la Commission Européenne). Voilà qui va remplir zones d'attente, centre de rétention et charters.

★ **Acharnement judiciaire anti-syndical.** Pour la troisième fois, la CNT a perdu le procès visant à faire reconnaître l'existence de sa section syndicale à La Redoute.

Depuis la fin février, près de 450 personnes ont dû quitter le territoire français à bord de vols groupés vers la Roumanie, la Chine, le Mali, le Sénégal ou la Côte d'Ivoire. Un mois après la reprise de ces vols groupés, Nicolas Sarkozy, conforté par le silence de la "Gauche" parlementaire, annonçait que les expulsions par charter allaient atteindre un rythme hebdomadaire. Le tout en profitant de l'hystérie guerrière orchestrée avec l'appui des médias pour anesthésier l'opinion publique.

## Un charter qui décolle c'est Le Pen qui rigole

Interrompues en 1996 sous la pression des mobilisations autour des sans papiers de Saint Bernard, les expulsions par charter ont pu reprendre cette année à la faveur d'un climat raciste et sécuritaire attisé par les médias et mis en œuvre avec un zèle inouï par Sarkozy, premier flic de France. Celui qui s'est autoproclamé « meilleur rempart contre l'extrême-droite » ne fait qu'appliquer le programme xénophobe de Jean-Marie Le Pen et consorts dont les détails font régulièrement pousser des cris d'indignation à tous les hardis défenseurs de la République. Le président du FN parlait de camps et de charters pour les sans papiers : les charters sont de retour. Quant aux camps, ils ont toujours existé sous la droite comme sous la gauche : ce sont les centres de rétention où les sans papiers sont placés dans l'attente de leur expulsion, ce sont les zones d'attente où se retrouvent toujours plus nombreu-ses-x celles et ceux dont l'entrée même sur le territoire est refusée.

En 2 mois (du 26/02 au 25/04) le Ministère de l'Intérieur a expulsé par vols



groupés près de 450 personnes. Parmi elles une majorité étaient des non-admis (Chinois, Maliens, Sénégalais, Ivoiriens, Nigériens, Roumains). Interceptés dans la zone internationale de Roissy, le dépôt d'une demande d'asile leur a été refusé, le fonctionnaire de l'OFPPA jugeant leur demande manifestement infondée après quelques minutes d'entretien. Sur quels critères ? Sûrement pas ceux des situations individuelles qui correspondrait pourtant à la politique du cas par cas affichée par les gouvernements successifs.

Transféré-e-s massivement en zone d'attente, ils et elles ont contribué au dépassement de la capacité d'accueil de ces lieux. Et c'est cette surpopulation qui sert de prétexte à la multiplication des charters. La boucle du refoulement systématique des étrangers est bouclée.

À côté de ces non-admis se trouvent des expulsé-e-s pour défaut de papiers. En particulier des Roms renvoyés en Roumanie où les attend une discrimination qui est leur lot quotidien. Enfin, pendant qu'on parle des expulsions collectives, il ne faut pas oublier tous ceux et celles qui sont renvoyé-e-s (Suite p.4)

### Retours groupés sur des vols affrétés spécialement (Charters) :

- 03/03 : 24 Sénégalais et 30 Ivoiriens, non-admis – Euralair Horizons
- 20/03 : 47 Sénégalais et 8 Maliens, non-admis – Euralair Horizons
- 25/03 : 10 Sénégalais et 55 Ivoiriens, non-admis – Euralair Horizons-Fram
- 27/03 : 70 Roumains, séjour irrégulier – Air Europa Lineas Aereas
- 05/04 : 33 Sénégalais et 28 Ivoiriens,

non-admis – Air Holland  
 • 23/04 : 11 Nigériens, 26 Sénégalais et 18 Ivoiriens, non-admis – Euralair Horizons.

### Retours groupés sur des vols commerciaux :

- 26/02 : 15 Chinois, non-admis
- 05/03 : 17 Chinois, non-admis
- 12/03 : 25 Chinois, non-admis
- 02/04 : 21 Roumains, non-admis

# ÇA PLANE POUR SARKOZY

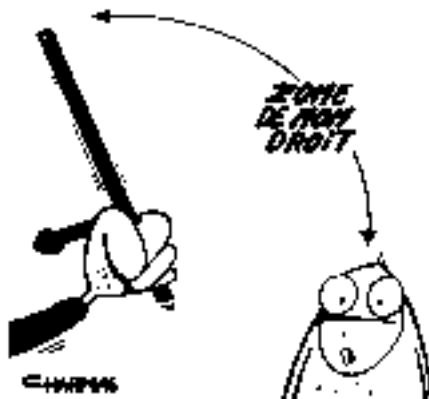
(Suite de la p.3) individuellement, soit en avion, soit par bateau (vers le Maghreb) dont le nombre ne baisse pas et dont les conditions d'expulsion ne sont pas plus acceptables. Les « expulsions dans le respect de la dignité humaine » dont se targuent Sarkozy et son alliée la Croix Rouge, ça n'existe pas !

## Enrayer la machine à expulser, c'est possible !

Pour partager les frais financiers et politiques de ces opérations, le gouvernement coopère avec d'autres pays européens dans sa politique xénophobe : des Roms ont été expulsés avec le concours de l'Espagne, des Africains avec celui de l'Allemagne, et on annonce de prochains vols organisés avec la Grande Bretagne (pour des Afghans !). Différentes compagnies aériennes offrent leurs services : Air France, Air Holland, Air Europa Lineas Aereas, Euralair Horizons et le voyageur Fram... Tout comme les passager-e-s des vols commerciaux embarquant des sans papiers, le personnel navigant des compagnies a le droit de refuser de collaborer à ces expulsions. Certains syndicats de personnel navigant ont déjà pris position en ce sens. Sous la pression des mobilisations anti-expulsion leur offrant une très mauvaise publicité, certaines compagnies ont renoncé à ces vols, comme Lufthansa.

Des pays de réadmission ont dû réagir face à la mobilisation de leurs opinions publiques. C'est le cas du Mali vers lequel il n'y a plus aucune expulsion directe depuis qu'un avion a été détruit en 1996 sur la piste de l'aéroport de Bamako. Cela aurait pu être le cas du Sénégal, mais le Premier Ministre Abdoulaye Wade a annoncé en guise de réaction à la mobilisation que la police sénégalaise viendrait désormais elle-même récupérer ses ressortissants non-admis en France.

La machine à expulser peut être enrayerée. Il faut simplement ouvrir des brèches partout où c'est possible : harceler les entreprises qui collaborent, demander à leurs salariés de se positionner, refuser le décollage quand on est simple usager-e, dénoncer et tenter d'empêcher toutes les expulsions. Contre l'Europe des Charters, abolition des frontières !



★ **mardi 13 mai** : appel à la grève interprofessionnelle et à manifester pour la défense du régime de retraites par répartition. Si le rendez-vous n'est pas encore fixé sur Lille, il y a tout à parier que la manif lilloise démarrera à 14h/14h30 bud Lebas.

★ **samedi 25 mai** : rebelle sur le même sujet. Sans doute même tas de sable même heure.

★ **du 28 mai au 3 juin** : contre le sommet du G8 à Evian, diverses initiatives auront lieu à partir d'Annemasse et Genève. Un « Village alternatif anti-capitaliste et anti-guerre » sera organisé en autogestion sur Annemasse pour la durée de la mobilisation. Les infos sur le site du VAAAG <http://www.vaaag.org> et sur le site de la CLAAAG8, dont fait partie la FA : <http://www.claaag8.org>. D'autres infos également sur le site du groupe FA de Nantes : <http://www.fanantes.org/G8>

★ **début juin** : Radikal Fuck, groupe gai et lesbien radical, et le Centre culturel libertaire organisent la 1ère **Pride OFF**.

**2 juin**, bouffe vegan, projection de « Les sélectionneurs », théâtre « Le condamné à mort », de J. Genêt.

**4 juin** : chanson avec Louis Pierre (ex-Casse-Pipe) et Nicolas Bacchus.

**7 juin** : concert punk avec Betti Cyclop (BXL) et Fourmi Delta (Lille). À l'Espace Culture, sur le campus de Lille 1 à Villeneuve d'Ascq.



## QUI SOMMES-NOUS ?



**La Fédération anarchiste compte en France et en Belgique plus de 80 groupes organisés ensemble sur la base du fédéralisme libertaire dans le strict respect de l'autonomie des groupes.**

**Ses groupes s'expriment dans son hebdomadaire (*Le Monde libertaire*), des livres et brochures (les *Editions du Monde libertaire*), et en région parisienne sur sa propre radio (*Radio Libertaire-89.4*) qui existe depuis plus de 20 ans.**

**Plus d'infos sur le site : [www.federation-anarchiste.org](http://www.federation-anarchiste.org).**

**Vous pouvez rencontrer le groupe de la métropole lilloise :**

- **chaque dimanche** : de 12h à 13h vente du *Monde libertaire* au marché de Wazemmes (Lille) ; de 10h30 à 12h en alternance aux marchés de l'Épeule (Roubaix) et de Croix .
- **mercredi** : 13h-14h, table de presse dans le Hall de l'Université de Lille III.
- **vendredi** : 20h-21h, écoutez *La Voix sans Maître*, émission du groupe et du Centre Culturel Libertaire sur Radio Campus-106,6.

**Notre adresse : FA, c/o ALDIR, BP 79, 59370, Mons-en-Barœul.**

**Email : [groupe-lille@federation-anarchiste.org](mailto:groupe-lille@federation-anarchiste.org).**

**Retrouvez-nous également sur <http://lille.cybertaria.org>.**

Feuille d'information publiée par le Groupe de la Métropole lilloise de la FA. Envoi gratuit sur demande. Imprimée par nos soins.

Abonnement de soutien : 1 an -10 euros. Chèques à l'ordre de C.E.G.